



PRÉFET DE LA CHARENTE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE actualisant certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2010 autorisant l'exploitation d'un atelier de finition Société Sylvamo à Etagnac

**Le Préfet de la Charente
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2010-1700 du 30 décembre 2010 modifiant la colonne A de l'annexe à l'article R.511-9 du Code de l'environnement relative à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, modifiant en particulier la rubrique n°2920 ;

Vu le décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, supprimant en particulier la rubrique n°2920 ;

Vu le décret n°2018-704 du 3 août 2018 modifiant la nomenclature des installations classées et certaines dispositions du Code de l'environnement, abaissant en particulier à 1 MW le seuil du régime de la déclaration avec contrôle périodique des installations de combustion relevant de la rubrique 2910.A.2. ;

Vu le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la nomenclature annexée à l'article R.122-2 du Code de l'environnement, modifiant en particulier la rubrique n°1530 ;

Vu le décret n°2021-1558 du 2 décembre 2021 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, modifiant en particulier la rubrique n°2445 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 décembre 2021 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2025 donnant délégation de signature à M. Jean-Charles JOBART, secrétaire général de la préfecture de la Charente ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2010 autorisant la société International Paper à exploiter un atelier de finition à Etagnac ;

Vu le courrier préfectoral du 29 août 2012 actant que les chaudières alors utilisées, de puissance totale inférieure à 2 MW, ne sont plus classables ;

Vu le rapport d'inspection du 15 février 2012 ;

Vu le courrier du 3 août 2021 de l'exploitant mentionnant le changement d'exploitant, au bénéfice de la société SYLVAMO FRANCE SA, à compter du 1^{er} octobre 2021, du complexe papetier dont les zones de production et installations annexes sont implantées sur les communes de Saillat-sur-Vienne (usine de production de pâte à papier, usine de production de papier) et Étagnac (atelier de finition et installation de stockage de déchets non dangereux) ;

Vu le courrier complémentaire du 30 août 2021 de la société SYLVAMO FRANCE SA concernant ce changement d'exploitant ;

Vu le rapport d'inspection du 4 octobre 2024 référencé UD872024-201 faisant suite à l'inspection du 2 septembre 2024 ;

Vu le courrier de l'exploitant en date du 28 octobre 2024, justifiant de la baisse de la puissance des installations de combustion amenant celle-ci à 0,960 MW et sollicitant par ailleurs un aménagement des prescriptions de son arrêté préfectoral du 21 décembre 2010 susvisé relatives à la surveillance des rejets issus de l'étang ;

Vu le courriel de l'Inspection du 8 novembre 2024 formulant des demandes de précisions quant à la puissance des installations de combustion ;

Vu le courriel en réponse du 12 novembre 2024 corrigeant la puissance des installations de combustion à 0,900 MW au lieu de 0,960 MW ;

Vu le rapport de l'Inspection du 11 décembre 2024 proposant un projet d'arrêté préfectoral complémentaire actualisant certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2010 susvisé ;

Vu la transmission à l'exploitant du 12 décembre 2024 proposant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu l'absence d'observations au courrier précité ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour la situation administrative du site au regard des évolutions de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant qu'il convient de prendre en compte le changement d'exploitant au profit de la société SYLVAMO FRANCE SA ;

Considérant que les installations de combustion, au vu des modifications apportées par l'exploitant, sont désormais non classées au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant ainsi qu'il convient d'abroger les dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2010 susvisé relatives à ces installations de combustion dès lors qu'elles n'ont plus lieu d'être ;

Considérant que la surveillance des rejets aqueux issus de l'étang est encadrée par l'article 7.2.2.1. de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2010 susvisé ;

Considérant que l'article 7.2.2.1. prévoit la possibilité au bout d'un an, soit le 21 décembre 2011, d'adapter ce suivi en fonction des résultats, à la demande écrite de l'exploitant et sous réserve de la présentation des résultats d'analyses et d'un argumentaire ;

Considérant que le rapport d'inspection du 15 février 2012 conclut pour les rejets aqueux en sortie d'étang qu'« un suivi trimestriel sera réalisé sur l'ensemble des paramètres MES, DCO, DBO₅ et hydrocarbures » en précisant que « l'exploitant pourra solliciter en début d'année 2013, la Préfète de la Charente pour demander un allègement du suivi des rejets sur la base des résultats des analyses et d'un argumentaire » ;

Considérant que l'exploitant a poursuivi cette surveillance jusqu'en octobre 2024 permettant ainsi de s'assurer de la qualité des rejets en sortie d'étang ;

Considérant que la demande de l'exploitant du 28 octobre 2024 susvisée présente les résultats d'analyses des rejets dans l'étang et en sortie d'étang pour les paramètres MES, DCO, DBO₅ et hydrocarbures totaux, selon des fréquences mensuelles ou trimestrielles en fonction des paramètres et du point de mesures ;

Considérant que, sur la base en particulier de ces résultats, l'exploitant, dans son courrier du 28 octobre 2024, propose de manière argumentée une adaptation de l'autosurveillance ;

Considérant que cette proposition d'adaptation argumentée est recevable au regard des dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2010 susvisé et des dispositions de l'arrêté ministériel du 2 décembre 2021 susvisé relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 ;

Considérant que l'accès au site est réglementé comme mentionné dans le rapport d'inspection du 4 octobre 2024 référencé UD872024-201 susvisé ;

Considérant que les dispositifs mis en place dans ce cadre répondent aux dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté ministériel du 2 décembre 2021 susvisé ;

Considérant ainsi que l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2010 peut être modifié pour tenir compte de ces dispositifs ;

Considérant qu'en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement le Préfet peut ne pas solliciter l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques sur les prescriptions complémentaires proposées ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant ;

Sur Proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Changement d'exploitant

La société SYLVAMO FRANCE SA, dont le siège social est situé 4 Parc Ariane Immeuble Pluton – Boulevard des Chênes à GUYANCOURT (78 284), est, depuis le 1^{er} octobre 2021, l'exploitant des installations de l'atelier de finition situé au lieu-dit « La Faye » à Étagnac, en lieu et place de la société INTERNATIONAL PAPER.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2010 susvisé et du présent arrêté sont applicables à la société SYLVAMO FRANCE SA.

Article 2 - Actualisation du tableau de classement

Le tableau de classement figurant à l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2010 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature et capacité de l'installation	Régime (*)
2445. 1)	Transformation du papier, carton La capacité de production étant : 1) supérieure à 20 t/j	1 100 t/j	E
1530.2	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³)	Inférieur à 20 000 m ³	DC

(*) E = enregistrement, DC = déclaration, soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du Code de l'environnement**

(**) En application de l'article R.512-55 du Code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Article 3 - Prescriptions applicables

L'établissement reste régi par les règles de la procédure d'autorisation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2010 susvisé qui restent applicables au site, l'arrêté ministériel du 2 décembre 2021 susvisé et relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 est applicable de plein droit aux installations de l'atelier de finition, à considérer comme installations existantes.

Article 4 - Installations de combustion

Les dispositions fixées aux articles suivants de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2010 susvisé sont supprimées :

- chapitre 1.6 - 3^{ème} ligne du tableau (combustion) ;
- article 2.2.3 ;
- article 2.2.4 ;
- article 7.2.1.

Le tableau de l'article 2.2.2. de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2010 susvisé est remplacé par le suivant :

N° de conduit	Installations raccordées	Autres caractéristiques
1	Chaudière	1 générateur hauteur cheminée = 7 m
2	Aspiration chutes découpe papier	Filtre à poussières

Article 5 - Autosurveillance des rejets aqueux issus de l'étang

Les dispositions du dernier alinéa de l'article 3.3.8.1. sont supprimées.

Les dispositions de l'article 7.2.2.1. de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2010 susvisé sont remplacées par les suivantes.

« L'autosurveillance des rejets dans l'étang est réalisée au minimum par un prélèvement et une analyse ponctuelle des paramètres MES, DCO, DBO₅ et hydrocarbures totaux selon une périodicité trimestrielle ».

Article 6 - Accès

La dernière phrase de l'article 6.1.1. de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2010 susvisé est supprimée.

Article 7 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers: ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

- 1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article 8 - Publicité

Il sera fait application des dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement pour l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté sera déposée à la mairie d'Étagnac et pourra y être consultée, un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie d'Étagnac pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire d'Étagnac.
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 9 - Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture de la Charente, sous-préfet par intérim de l'arrondissement de Confolens et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Nouvelle-Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'exploitant.

Angoulême, le **23 JAN. 2025**

P/Le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Jean-Charles JOBART

